

**COUR D'APPEL DE MONTPELLIER
TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MONTPELLIER**

LE JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION

Cabinet de GUILLOUX Alice

Dossiers n° N° RG 20/00831 - et 20/00833

N° Portalis DBYB-W-B7E-MWMD

Minute n° : 20/00154



**ORDONNANCE STATUANT SUR LE CONTRÔLE DE LA
RÉGULARITÉ D'UNE DÉCISION DE PLACEMENT EN
RETENTION ET SUR LA PROLONGATION D'UNE MESURE DE
RETENTION ADMINISTRATIVE**

Article L.512-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

Le 27 Juillet 2020 à 10h05

Nous, Alice GUILLOUX, juge des libertés et de la détention au tribunal judiciaire de Montpellier, étant en audience publique, assistée de Julie SCHMITT, greffier ;

Vu les dispositions des articles L.512-1, L.551-1, L.552-5, L.552-6, et R.552-1 à R.552-10-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Vu l'arrêté portant obligation de quitter le territoire français avec une interdiction de retour d'une durée de dix-huit mois émis par le préfet de l'Hérault le 23 juillet 2020 à l'encontre de [REDACTED] ;

Vu la décision de placement en rétention administrative au centre de rétention de Sète prise par **M. LE PREFET DE L'HERAULT** le 23 Juillet 2020 à l'encontre de :

[REDACTED]
[REDACTED] (ALBANIE)
de nationalité Albanaise

notifiée à l'intéressé le 23 Juillet 2020 à 18h30 ;

Vu la requête de l'autorité administrative en date du 25 Juillet 2020 reçue et enregistrée au greffe du juge des libertés et de la détention le 25 Juillet 2020 à 13h52 tendant à la prolongation de la rétention de M. [REDACTED] dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pour une durée de **vingt-huit jours** ;

Vu la requête de M. [REDACTED] en contestation de la régularité de la décision de placement en rétention administrative en date du 26 juillet 2020 réceptionnée par le greffe du juge des libertés et de la détention le 26 juillet 2020 à 20h18 ;

Vu l'extrait individualisé du registre prévu à l'article L.553-1 du CESEDA émargé par l'intéressé ;

Monsieur le préfet, Monsieur le procureur de la République près le tribunal de notre siège et le retenu ont été avisés, dès réception de la requête, de la date et de l'heure de la présente audience par le greffier ;

En l'absence de Monsieur le procureur de la République ;

En présence de **M. LE PREFET DE L'HERAULT**, représenté par Monsieur HANQUEZ, dûment habilité ;

en présence de MUHO Ermelinda interprète en langue albanaise, inscrit sur la liste des experts de la cour d'appel de Montpellier,

M. [REDACTED], présent à l'audience et informé de son droit à l'assistance d'un avocat de son choix ou commis d'office, déclare : je souhaite être assisté d'un avocat commis d'office.

Me Leïla ABDOULOUSSEN, avocat, est informé par nos soins sans délai et nous fait connaître qu'il assistera l'intéressé. L'avocat a pu consulter la procédure et s'est entretenu librement avec son client.

L'intéressé est informé qu'il peut lui-même consulter la procédure, et éventuellement être assisté par un interprète s'il ne connaît pas suffisamment la langue française.

La requête du retenu et les pièces qui y sont jointes ont, dès leur arrivée au greffe, été mises à disposition de l'autorité administrative et ont pu être consultées avant l'ouverture des débats ;

DEROULEMENT DES DEBATS

A l'audience publique, le juge des libertés et de la détention a procédé au rappel de l'identité des parties ;

M. [REDACTED] **déclare** : dans le centre de rétention, tout va bien. J'ai tout dit à mon avocat. Elle va vous expliquer. Si je suis libéré, je vais partir en Italie. J'ai ma famille. Ici je n'ai rien, j'ai pas de maison et pas de famille. Oui je sais qu'il faut que je quitte le territoire.

L'avocat du retenu soulève *in limine litis* la nullité de la procédure dans des conclusions écrites qui sont annexées à la présente ordonnance, et qu'il développe oralement à l'audience ;

- sur l'irrégularité de l'interpellation : j'ajoute le périmètre des réquisitions du procureur. J'ai un doute quant à la rue Bonnard et le faubourg Saint Georges. Si elles rentrent bien dans les réquisitions du procureur de la République.

L'avocat du retenu conteste la régularité de l'arrêté de placement en rétention administrative dans des conclusions écrites, et qu'il développe oralement à l'audience :

Monsieur veut retourner en Italie. Il ne s'oppose pas au fait de partir. Il habite à Rome chez sa soeur. Monsieur avait un titre de séjour italien certes périmé. Il a un passeport albanais donc son entrée était régulière. C'est dommage qu'il ait pas contesté son OQTF car le préfet aurait dû demander une réadmission pour l'Italie, interroger les autorités italiennes.

Le risque de fuite n'est pas établi.

L'avocat du retenu est entendu en ses observations sur le fond :

L'Albanie n'accepte plus de prendre des gens au vu du risque sanitaire. C'est le site de l'ambassade de France en Albanie qui le précise. Les perspectives d'éloignement sont compromises. La rétention doit durer le temps nécessaire à l'éloignement de la personne. Il n'y a pas de perspectives d'éloignement.

Le représentant de l'administration est entendu en ses observations sur les moyens de nullité soulevés, sur la contestation du placement en rétention et sur le fond :

- sur l'irrégularité de l'interpellation : les réquisitions permettent de contrôler toutes les personnes sans qu'il y ait lieu de préciser les raisons permettant de dire qu'il a commis une infraction.

Sur le plan de la réquisition, le contrôle était bien dans le périmètre.

- sur l'avis tardif au parquet : un arrêt de la Cour de Cassation précise que le délai démarre lors de la présentation à l'OPJ. L'information au parquet et la notification des droits ont été faites immédiatement après la présentation à l'OPJ.

- sur l'absence de registre CRA au dossier : il manque l'extrait du registre de rétention mais vous avez tous les éléments au dossier qui vous permettent de contrôler la procédure.

- sur l'absence de notification des droits en matière de demande d'asile et d'accès aux associations : cela a déjà été fait quand on lui notifie son placement en rétention. Vous n'avez pas le rappel à l'arrivée au CRA puisque vous avez pas le registre.

- sur la contestation : elle est hors délai. Il a été placé en rétention car il n'a pas de domicile fixe et stable et il ne veut pas repartir dans son pays.

Sur le fond, on est pas dans le cadre d'une demande d'asile et donc dans le cadre d'une réadmission en Italie.

Sur le risque sanitaire, il y a des vols commerciaux tous les jours. La préfecture a demandé un vol commercial et également un vol dédié car il y a eu d'albanais placés en rétention.

M. [REDACTED] déclare : laissez-moi libre, je vais partir en Italie. C'est mon objectif.

MOTIFS DE LA DÉCISION

Sur la recevabilité de la requête en prolongation de la rétention

L'article R. 552-3 du CESEDA dispose que : "A peine d'irrecevabilité, la requête est motivée, datée, signée et accompagnée de toutes pièces justificatives utiles, notamment une copie du registre prévu à l'article L. 553-1."

La requête de l'autorité administrative en prolongation de la rétention de M. [REDACTED] ne satisfait pas aux prescriptions de l'article R.552-3 du CESEDA en l'absence d'une copie du registre prévu à l'article L. 553-1.

La requête sera donc déclarée irrecevable, sans qu'il soit nécessaire de rechercher si les pièces du dossier permettent de pallier l'absence de ce registre, les dispositions légales énonçant clairement que la copie de ce registre doit être transmise avec la requête à peine d'irrecevabilité.

Le délai de 48 heures depuis le début du placement en rétention de M. [REDACTED] ayant expiré, l'irrecevabilité de la requête en prolongation entraîne sa remise en liberté immédiate.

Il n'est donc pas nécessaire d'examiner les autres moyens soulevés ni la requête en contestation du placement en rétention.

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement en premier ressort, par décision assortie de l'exécution provisoire,

DÉCLARONS irrecevable la requête de **M. LE PREFET DE L'HERAULT** ;

DISONS en conséquence n'y avoir lieu à statuer sur la demande de prolongation de la rétention administrative ;

DISONS que la présente ordonnance sera immédiatement notifiée au procureur de la République et

que M. [REDACTED] est maintenu à la disposition de la justice pendant un délai de dix heures à compter de la notification de la présente ordonnance au procureur de la République ;

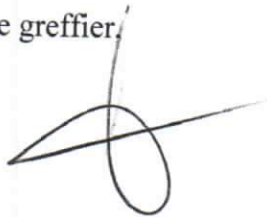
INFORMONS M. [REDACTED] que durant cette période, il peut, s'il le souhaite, contacter son avocat et un tiers, rencontrer un médecin et s'alimenter.

INFORMONS les parties qu'elles peuvent interjeter appel de la présente ordonnance devant le Premier président de la cour d'Appel de Montpellier ou son délégué, dans les 24 heures de son prononcé, par déclaration motivée faite ou remise par tous moyens au greffe de la cour d'Appel de Montpellier et leur donnons connaissance des modalités selon lesquelles ce recours peut être exercé ;

INDIQUONS que seul l'appel formé par le ministère public peut être déclaré suspensif par le Premier président de la cour d'Appel ou son délégué.

Ainsi prononcé en audience publique le 27 Juillet 2020 à 11h33.

Le greffier,



Le juge des libertés et de la détention,



Reçu notification et copie de la présente ordonnance le 27 Juillet 2020 :

L'intéressé,



L'interprète,



L'avocat du retenu,



Le représentant du préfet,



Notification de la présente ordonnance est faite à Monsieur le procureur de la République le 27 Juillet 2020 à 11h39.

Le greffier,



Nous, *Hubert SARRAZIN - B.B.*
Le procureur de la République,

, déclarons

interjeter appel de la présente décision,

Constatons que le 27 Juillet 2020 à 11h45, le procureur de la République n'a pas interjeté appel de la présente décision,
Le greffier,

